

Prise de parole d'AC ! Gironde pour le 26 septembre 2012 pour le meeting politique contre le TSCG à la salle Son Tay à Bordeaux .

La situation générale est catastrophique partout dans le monde.

Les pays arabes se sont révoltés à cause du chômage et de la misère. N'oublions pas que la révolution Tunisienne est partie du sacrifice d'un demandeur d'emploi « Mohamed Bouazizi ».

- Les États Unis, le Canada sont à 8% de chômeurs (chiffre officiel)
- La Chine, la Russie, l'Asie sont touchées aussi 7% de chômeurs
- En Europe on en est à 18 millions de chômeurs dont 3,4 millions de jeunes

Le principal syndicat Grec prévoit un taux de chômage en Grèce de 29 % pour 2013 (si le dogme « austéritaire » reste ainsi posé), (Le remède est pire que le mal) et en France les 3 millions de chômeurs ont été atteints désormais officiellement et le seuil des 11% de chômeurs sera même atteint au alentour de 2014. L'observatoire Français des Conjonctures Économiques prévoit même l'augmentation du chômage jusqu'en 2017 sans discontinuité.

Le chômage est la chose la mieux partagée dans le monde et la classe des miséreux ne cesse de s'étendre. Cette classe d'ailleurs continue de s'organiser et une rencontre des organisations de chômeurs des pays du Maghreb se tenait à Rabat les 15 et 16 septembre 2012 avec des représentants de nos organisations de chômeurs. Elle marque le début de la volonté de mise en œuvre, d'une vision pleinement internationaliste.

Partout le libéralisme capitaliste avec son austérité règne et entraîne le monde dans une spirale infernale qui pose à nos sociétés un vrai problème démocratique.

Est-il acceptable que 10% de la population capte à elle seule 80% de nos richesses? Ce pillage des riches se fait au détriment de ceux qui survivent dans les bidonvilles, les déchèteries et meurent de faim avec moins de 2 euros par jour.

En Europe, le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) est une arme au service du capitalisme financier le plus sauvage qui souhaite continuer à dévaster les politiques publiques et sociales des états. Imposer le tout marchand, dégager encore plus de marges bénéficiaires, voilà leur objectif !. La conséquence est toujours la même : accentuer les déséquilibres sociaux.

Le TSCG fixera une règle d'or, instaurant un plafond de déficit public de 0,5% du PIB pour chaque pays. Et les conséquences pour les précaires, les chômeurs et les plus démunis vont être multiples.

- L'état obligé de faire des économies coupera à terme dans les budgets sociaux. le paiement des allocations sociales sera remis en cause. Les premiers touchés seront alors les plus défavorisés et les plus fragiles que l'on jettera à la rue. Beaucoup d'allocations seront réduites ou supprimées. Comme l'ASS (470 Euros par mois), les APL, les allocations familiales et pire les retraites pourront aussi être diminuées avant d'être supprimées. Vous mesurez ici les conséquences pour tous les citoyens et citoyennes de notre pays.
- Les collectivités Territoriales vont bien sûr aussi être soumises aux diktats européens de la règle d'or. Des contractions budgétaires pourront être réalisées aux dépens, là encore, des différentes aides sociales qu'elles versent. Les conseils généraux peinent déjà à boucler leur budget, qu'en sera-t-il demain avec le dogme de l'austérité? Ils ont en charge la gestion et le paiement du RSA. Déjà, ils organisent une pression énorme envers les personnes qui perçoivent ce maigre revenu (410 euros/mois).

Ils veulent les sortir du dispositif d'aide pour réduire le montant du coût du budget alloué au RSA. La misère coûte trop cher pour ceux qui n'ont qu'une vision comptable des dégâts humains que leur politique libérale produit.

- Les CAF, les PLIE, les MDSI et le Pôle emploi censées accompagner les précaires et les chômeurs, sont en fait les bras armés d'une politique uniforme au service de l'argent roi. Ils organisent la stigmatisation, le contrôle, le traçage et le fichage des personnes qui ont affaire à eux. Pire, ils font pression pour les forcer à accepter n'importe quel petit boulot précaire qui ne permet pas de vivre; ou retarde, voyez comme c'est vicieux, au maximum la gestion de leur dossier pour empêcher l'accès à une allocation de remplacement. Et sachez- le tous les services dits sociaux sont rendus inopérants et défailants à tel point qu'en France une personne s'est immolée par le feu à la Caf de Mantes la jolie en aout 2012, c'était un assassinat social, parce qu'on lui refusait l'accès au RSA pour une broutille. C'est cette maltraitance généralisée qui se cache sous le nom d'accompagnement social. A nos yeux c'est le pire de l'inacceptable !.

Depuis le 6 mai 2012 on aurait pu penser que ces politiques antisociales d'austérité allaient être remises en cause. Et bien ce ne fut pas le cas !

Des mesures contre les chômeurs planifiées par Sarkozy sont validées par le gouvernement Hollande. C'est le cas du décret 2012-294 qui permet la suppression purement et simplement du RSA à une personne. C'est aussi le cas à Pôle emploi avec la mise en route du plan stratégique 2012-2015 qui crée un corps de contrôleurs dédiés à la recherche d'emploi. L'objectif affiché, c'est bien évidemment d'augmenter les radiations.

Et ce n'est pas avec les nouveaux contrats d'avenir ou les contrats de génération que cela changera la situation. Puisque là encore ces contrats seront financés par de l'argent public distribué allégrement au patronat. On arrose toujours les mêmes poches. On nous propose de vieilles recettes Jospiniste du social libéralisme. Et dans sociale libéralisme le problème c'est le libéralisme justement !. Et on sait ce qui est advenu !

Pourtant de vrais solutions offensives existent pour qu'enfin la civilisation progresse vers un futur apaisé et non vers un moyen âge barbare voir préhistorique comme nous le promettent les dogmes libéraux.

- Exigeons une Europe sociale
- Interdisons des licenciements boursiers et les délocalisations financières
- Réduisons drastiquement le temps de travail pour que tous est un emploi
- Répartissons des richesses entre tous
- Créons un revenu garanti universel

D'ailleurs pour lutter efficacement contre la pauvreté, les minima sociaux devraient être relevés. C'est ce que préconise le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Mais ceci est impossible avec les logiques d'austérité du TSCG.

Pour conclure AC! appelle à se mobiliser contre ce traité et à manifester le 30 septembre à Paris, et nous appelons également d'ores et déjà à une mobilisation unitaire contre le chômage et la précarité le 1er décembre 2012. Notre rôle sera aussi, avec vous, de permettre la création d'un mouvement de chômeurs. Ils nous faut réveiller ainsi le géant qui dort ... pour l'instant

Merci de m'avoir écoutée

Joëlle Moreau déléguée nationale d'AC ! et présidente AC ! Gironde